

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 08/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PASCAULT

Zone Industrielle n° 1
rue Pierre et Marie Curie
37160 DESCARTES

Références : RAPVI 2022/0897/BR
Code AIOT : 0010006403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2022 dans l'établissement PASCAULT implanté Zone Industrielle n° 1 rue Pierre et Marie Curie - BP 21 - 37160 DESCARTES. L'inspection a été annoncée le 17/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASCAULT
- Zone Industrielle n° 1 rue Pierre et Marie Curie - BP 21 - 37160 DESCARTES
- Code AIOT : 0010006403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société PASCAULT est une entreprise de récupération, essentiellement de déchets non dangereux (papiers, cartons, plastiques, métaux, gravats et matériaux de démolition). Occasionnellement, elle gère des déchets amiantés issus de la démolition et des VHU.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection du 15/05/2019,
- gestion des déchets entrants,
- gestion des déchets sortants.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Traçabilité des déchets transportés.	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3 alinéas a et b	/	Sans objet
7	Traçabilité des déchets transportés	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3 alinéas c, d et e	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NCVI15/05/2019	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I point 14°	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er alinéas a et b	/	Sans objet
3	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er alinéas c et d	/	Sans objet
4	Traçabilité des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 alinéas a et b	/	Sans objet
5	Traçabilité des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 alinéas c, d et e	/	Sans objet
8	Autosurveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article 9.2.2.1	/	Sans objet
9	Plan des installations	Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article chapitre 2.6	/	Sans objet
10	Conception et exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article 5.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés et des points examinés, les activités exercées par la société PASCAULT se font globalement dans le respect des dispositions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NCVI15/05/2019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I point 14°
Thème(s) : Risques chroniques, Attestation de capacité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R.543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.
Constats : Conforme.
Observations : L'attestation de capacité par la société PROTCLIM le 02/07/2019 pour M. Emilien PASCAULT a été communiquée à l'inspection par courrier le 22/07/2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er alinéas a et b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants points a et b
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Pour le suivi des déchets entrants, l'exploitant utilise le logiciel NESSI développé par la société ECOREC et un registre développé par un prestataire extérieur.</p> <p>Par sondage, il a été vérifié que tous les champs requis sont renseignés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er alinéas c et d
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants points c et d
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Pour le suivi des déchets entrants, l'exploitant utilise le logiciel NESSI développé par la société ECOREC et un registre développé par un prestataire extérieur.</p> <p>Par sondage, il a été vérifié que tous les champs requis sont renseignés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traçabilité des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 alinéas a et b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants points a et b
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Pour le suivi des déchets sortants, l'exploitant utilise le logiciel NESSI développé par la société ECOREC et un registre développé par un prestataire extérieur. Par sondage, il a été vérifié que tous les champs requis sont renseignés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Traçabilité des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 alinéas c, d et e
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants points c, d et e
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Pour le suivi des déchets sortants, l'exploitant utilise le logiciel NESSI développé par la société ECOREC et un registre développé par un prestataire extérieur. Par sondage, il a été vérifié que tous les champs requis sont renseignés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Traçabilité des déchets transportés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3 alinéas a et b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets transportés points a et b
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés.</p> <p>Ce registre contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant les dates de transit du déchet : - la date d'enlèvement du déchet ; - la date de déchargement du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant en tonne ou en m3.</p>
Constats : Non conforme.
Observations : L'exploitant n'a pu présenter de registre formalisé relatif aux déchets transportés par l'entreprise qui vont directement du producteur initial à l'éliminateur final sans passer par le centre de transit/regroupement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traçabilité des déchets transportés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3 alinéas c, d et e
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets transportés points c, d et e
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés.</p> <p>Ce registre contient au moins les informations suivantes :</p> <p>c) Concernant le transport du déchet : - le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet ; - dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE)1013/2006 susvisé ;</p> <p>d) Concernant l'origine et la gestion du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial de déchet, ou, à défaut, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets lorsque les déchets transportés ou collectés proviennent de plusieurs producteurs ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur ; - l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</p> <p>e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.</p>
Constats : Non conforme.
Observations : L'exploitant n'a pu présenter de registre formalisé relatif aux déchets transportés par l'entreprise qui vont directement du producteur initial à l'éliminateur final sans passer par le centre de transit/regroupement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-48 relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant : - tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux ; - procède à une déclaration annuelle sur la nature, la quantité et la destination des déchets dangereux produits.
Constats : Ce point n'appelle pas d'observation particulière.
Observations : L'exploitant tient un registre chronologique des déchets entrants et sortants. La déclaration GEREPE est effectuée annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article chapitre 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - (...), - les plans tenus à jour, - (...). Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant tient à jour un plan des installations. La dernière version actualisée date du début de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2014, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.</p> <p>Toutes précautions doivent être prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs ; - il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage ; - les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet ; - les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs. <p>Les cuves servant au stockage de déchets doivent être réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets.</p> <p>Les déchets ne sont stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envols.</p> <p>Les bennes contenant des déchets générateurs de nuisances sont couvertes ou placées à l'abri des pluies. Les bennes pleines ne doivent pas rester plus de 15 jours sur le site, sauf en cas d'indisponibilité de la filière d'élimination.</p>
Constats : Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<p>Observations : Tous les déchets susceptibles de présenter un risque de pollution par lessivage par les eaux météoriques sont entreposés sur des aires étanches.</p> <p>Le site est muni, en sortie, d'un système d'obturation permettant de l'isoler en cas de besoin.</p> <p>Ce système a, par le passé, montré son efficacité lors d'un incendie où toutes les eaux d'extinction ont pu être confinées sur le site de façon à être pompées ultérieurement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet